

Specimen of Belgium's form of providing proof of sponsorship and/or private accommodation



**E. L'engagement de prise en charge comme preuve des moyens de subsistance suffisants pour un court séjour en Belgique / Formal obligation as proof of the required means of subsistence for a short stay in Belgium**

Le ressortissant de pays tiers pris en charge peut produire ce document comme preuve de ses moyens de subsistance suffisants pour un court séjour en Belgique, à condition que cette première partie soit imprimée recto/verso, qu'elle n'ait pas été modifiée et que l'autorité compétente l'ait acceptée (voir F).

Ce document doit également être produit dans les six (6) mois qui suivent celui au cours duquel la signature du garant a été légalisée. Au-delà de ce délai, ce document ne sera plus considéré comme une preuve des moyens de subsistance suffisants du ressortissant de pays tiers pris en charge.

The third-country national being taken care of may produce this document as a proof of sufficient means of subsistence for a short stay in Belgium, provided that the first part is printed on both sides, that it was not modified and that it was accepted by the competent authority (see F).

This document must be produced within six (6) months following that of its legalization. After this deadline, it will no longer be considered as a proof of sufficient means of subsistence for the third-country national taken care of.

**F. Décision (cadre réservé au Ministre, à son délégué et aux consulats belges / Decision (reserved for the Minister, his/her delegate and for the Belgian consulates)**

<p><b>En vertu de l'article (à compléter) de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers:</b></p> <p><input type="checkbox"/> cet engagement de prise en charge est <b>ACCEPTÉ</b>.</p> <p><input type="checkbox"/> cet engagement de prise en charge <b>n'est PAS CONFORME</b>, car :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o ce n'est pas l'original ;</li> <li>o il n'est pas entièrement complété, daté et signé par le garant ;</li> <li>o il n'est pas légalisé par l'autorité communale compétente ;</li> <li>o il est produit hors délai ;</li> <li>o il n'a pas été imprimé recto-verso ;</li> <li>o il a été modifié ;</li> <li>o les documents suivants ne sont pas produits :</li> </ul> <p>△ la preuve des revenus perçus par le garant ou, si le garant est indépendant, la copie de son dernier avertissement extrait de rôle ou, à défaut de ces documents, tout autre document officiel informant valablement sur la situation financière du garant ;</p> <p>△ la copie de la carte d'identité ou de la carte de séjour du garant, en cours de validité.</p> <p>o ...</p> <p><input type="checkbox"/> cet engagement de prise en charge est <b>REFUSÉ</b>, car :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o il est faux, falsifié ou contrefait ou les documents visés à l'article 17/3 sont faux, falsifiés ou contrefaits:.....</li> <li>o le garant n'a pas de ressources suffisantes:.....</li> <li>o le garant n'est pas belge ou autorisé ou admis au séjour pour une durée illimitée:.....</li> </ul> <p>Fait à _____, le _____ par,</p> <p>Nom, Qualité de l'autorité, signature et sceau</p> <p><input type="checkbox"/> Le Ministre  <input type="checkbox"/> Le délégué du Ministre  <input type="checkbox"/> Le Consulat belge à _____</p> <p><b><u>Acte de notification</u></b></p> <p>Je soussigné (identité et qualité de l'autorité)....., ai notifié en date du ..... la décision.</p>	<p><b>In accordance with (note the relevant article) of the Royal Decree of 8 October 1981 regarding the access to the territory, the stay, the residence and the removal of foreigners,</b></p> <p><input type="checkbox"/> the formal obligation is <b>ACCEPTED</b>.</p> <p><input type="checkbox"/> the formal obligation <b>DOES NOT COMPLY</b> because:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o This is not the original version;</li> <li>o it is not duly completed, dated and signed by the guarantor;</li> <li>o it is not legalised by the competent municipal authority;</li> <li>o it was produced out of time;</li> <li>o it was not printed on both sides;</li> <li>o It was modified;</li> <li>o the following documents have not been submitted:</li> </ul> <p>△ the proof of income earned by the guarantor or, if he/she is self-employed, a copy of his/her most recent tax certificate or, in the absence thereof, any other official document providing evidence of his/her financial situation;</p> <p>△ a copy of the guarantor's identity card or valid residence permit.</p> <p>o ...</p> <p><input type="checkbox"/> the formal obligation is <b>REFUSED</b> because:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o it is false, falsified or forged or the documents referred to in Article 17/3 are false, falsified or forged:.....</li> <li>o the guarantor does not have sufficient resources:.....</li> <li>o the guarantor is not Belgian, nor is he authorized or allowed to stay for an unlimited period of time:.....</li> </ul> <p>Done in _____, on _____, by _____</p> <p>Name, status of the authority, signature and stamp</p> <p><input type="checkbox"/> The Minister  <input type="checkbox"/> The deputy of the Minister  <input type="checkbox"/> The Belgian Consulate in _____</p> <p><b><u>Act of notification</u></b></p> <p>I, the undersigned (identity / status of the authority and seal)....., notified the decision on .....</p>
---	--

**PARTIE II – INFORMATION (à conserver par le garant et le ressortissant de pays tiers pris en charge/To be kept by the guarantor and the third country national being care for)**

1. Conformément à l'article 17/5 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, le garant dont l'engagement de prise en charge a été accepté est responsable, solidairement avec la personne prise en charge, du paiement de ses frais de séjour, de soins de santé et de rapatriement, pendant une période de deux ans, à partir du jour où cette personne est entrée légalement sur le territoire des Etats membres de l'Espace Schengen.

Le cas échéant, le remboursement de ces frais est poursuivi par l'Etat et le C.P.A.S. compétent, conformément aux articles 17/ 7 à 17/9 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

In accordance with article 17/5 of the Royal Decree of 8 October 1981, the guarantor whose formal obligation was accepted, together with the foreigner being cared for, is severally liable for paying his/her costs for healthcare, stay and repatriation costs during a period of two years from the day the foreigner legally entered the territory of the Member States of the Schengen area.

As the occasion arises, the reimbursement of these costs is claimed by the State and the competent social service department, in accordance with the articles 17/7 to 17/9 of the Royal Decree of 8 October 1981.

2. Le garant peut se désister de son engagement de prise charge et il est exonéré de sa responsabilité dans les limites prévues par l'article 17/6.

The guarantor can renounce his/her formal obligation and may be exempted from his/her liability within the limits provided for by article 17/6.

3. Si l'engagement de prise en charge est souscrit dans le cadre d'une demande de visa, les coordonnées du garant (nom, prénom et adresse) doivent être recueillies aux fins de l'examen de la demande de visa, conformément au Règlement (CE) n° 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les Etats membres sur les visas de court séjour (Règlement VIS).

Ces données sont saisies et conservées dans le système d'information sur les visas (VIS) pendant une période maximale de cinq ans, durant laquelle elles sont accessibles aux autorités chargées des visas, aux autorités compétentes chargées de contrôler les visas aux frontières extérieures et aux autorités compétentes en matière d'immigration et d'asile dans les Etats membres, aux fins de la vérification du respect des conditions d'entrée et de séjour régulier sur le territoire des Etats membres, aux fins de l'identification des personnes qui ne remplissent pas ou plus ces conditions, aux fins de l'examen d'une demande d'asile et de la détermination de l'autorité responsable de cet examen. Dans certaines conditions, ces données seront aussi accessibles aux autorités désignées des Etats membres et à Europol, aux fins de la prévention et de la détection des infractions terroristes et des autres infractions pénales graves, ainsi qu'aux fins des enquêtes en la matière.

En application de l'article 38 du Règlement VIS, le garant a le droit d'obtenir auprès de n'importe quel Etat membre la notification des données le concernant qui sont enregistrées dans le VIS ainsi que de l'Etat membre qui les a transmises, et de demander que les données le concernant soient rectifiées si elles sont erronées, ou effacées si elles ont été traitées de façon illicite. A sa demande expresse, l'autorité qui a examiné la demande de visa l'informerà de la manière dont il peut exercer son droit de vérifier les données à caractère personnel le concernant et de les faire rectifier ou supprimer, y compris des voies de recours prévues à cet égard par la législation nationale de l'Etat concerné.

En Belgique, l'autorité responsable pour le traitement des données est le SPF Intérieur, Office des Etrangers, Direction Accès et Séjour, chaussée d'Anvers 59B à 1000 Bruxelles (<https://dofi.ibz.be>)

Si celui-ci ne donne pas suite à une demande du garant visant la communication, la rectification ou la suppression de données le concernant dans les 45 jours, le garant peut saisir l'autorité de contrôle nationale c.à.d., la Commission de la protection de la vie privée, rue de la Presse 35 à 1000 Bruxelles (<http://www.privacycommission.be>), conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à ses arrêtés d'exécution.

If the formal obligation is endorsed in the framework of a visa application, the data of the guarantor (name, first name and address), need to be collected, in view of the examination of the visa application, in accordance with the Regulation (EC) nr 767/2008 of the European Parliament and the Council of 9 July 2008 concerning the Visa Information System (VIS) and the exchange of data between Member States on short-stay visas (VIS Regulation).

These data will be collected and stored for a maximum period of five years in the Visa Information System (VIS). During this period, the data are accessible to the authorities charged with the visa, to the competent authorities charged with the control of the visa at the external borders and in the Member States, to the authorities that are competent for immigration and asylum in the Member States, in view of the control of the compliance with the conditions for the rightful entry and the rightful stay on the territory of the Member States, in view of the identification of the persons who do not, or no longer, comply with these conditions, in view of the examination of an asylum application and the determination of the authority that is responsible for this examination. Under certain conditions these data will also be accessible to the authorities that are indicated by the Member States and Europol, in view of the prevention and the detection of terrorist crimes and other serious criminal offences, also in view of the investigations on the subject.

In accordance with article 38 of the VIS Regulation, the guarantor is entitled to obtain from any Member State the notification of the data related to him/her, which are registered in the VIS, and also from the Member State which transmitted them. He/She may also request that the data which are inaccurate be corrected or that the data recorded unlawfully be erased. At his/her express request, the authority which examined the visa application will inform him/her about how to exercise his/her right to verify his/her personal data and to have them corrected or erased, including the remedies provided in this respect by the national legislation of the relevant Member State.

The Belgian authority responsible for the treatment of these data is the Federal Public Service Home Affairs - Directorate-general Foreigner's Office - Directorate Access and Stay, which is located at the following address: Chaussée d'Anvers 59B, 1000 Brussels, Belgium (<https://dofi.ibz.be>).

If this service does not comply with a request of the guarantor regarding the notification, the correction or the deletion of data relating to him/her within 45 days, the guarantor may refer the matter to the national supervisory body, namely the Commission for the Protection of Privacy, located at the rue de la Presse 35, 1000 Brussels (<http://www.privacycommission.be>), in accordance with the law of 8 December 1992 on protection of privacy in relation to processing of data of a personal nature and with its implementation decrees.

4. En vertu de l'article 39/2, § 2 de la loi du 15 décembre 1980, la décision par laquelle l'engagement de prise en charge est déclaré irrecevable ou est refusé est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers. Ce recours doit être introduit, par voie de requête, dans les trente jours de la notification de cette décision.

Une demande de suspension peut être introduite conformément à l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980. Sauf en cas d'extrême urgence, la demande de suspension et le recours en annulation doivent être introduits par un seul et même acte.

Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours et la demande visés ci-dessus sont formés par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980 et dans l'article 32 du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers. Ils sont introduits auprès du Conseil par pli recommandé, sous réserve des dérogations prévues par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4 du RP CCE, au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94 à 1030 Bruxelles.

Sous réserve de l'application de l'article 39/79 de la loi du 15 décembre 1980, l'introduction d'un recours en annulation et d'une demande de suspension n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

The decision by means of which the formal obligation is declared inadmissible or is refused, in accordance with article 39/2, § 2, of the law of 15 December 1980, is subject to an appeal for annulment at the Council for Aliens Disputes, that needs to be introduced by means of an application, within thirty days after the notification of this decision. A claim for suspension can be introduced in accordance with article 39/82 of the law of 15 December 1980. Except in case of extreme urgent necessity both the claim for suspension and the appeal for annulment need to be introduced in a single act.

Without prejudice to other legal and regulatory terms, the appeal and the claim mentioned above are introduced by means of an application, that needs to meet the requirements mentioned in article 39/78 of the law of 15 December 1980 and in article 32 of the procedure regulation of the Council for Aliens Disputes. They are introduced at the Council by means of a registered letter, subject to the derogations provided for by article 3, § 1, subsections 2 and 4, of the procedure regulation of the Council for Aliens Disputes, to the First President of the Council for Aliens Disputes, Rue Gaucheret 92-94, 1030 Brussels.

Subject to the application of article 39/79 of the law of 15 December 1980, the introduction of an appeal for annulment and of a claim for suspension does not suspend the execution of this measure.

5. Lorsque le ressortissant de pays tiers pris en charge doit être muni d'un visa pour le court séjour envisagé en Belgique et qu'il demandera ce visa auprès d'un consulat belge, l'engagement de prise en charge est remis au garant directement après avoir été légalisé. L'engagement de prise en charge légalisé et les documents justificatifs doivent ensuite être produits à l'appui de la demande de visa dans les six mois qui suivent celui au cours duquel la signature du garant a été légalisée, sous peine d'être déclaré irrecevable.

When the third-country national being cared for must be in possession of a visa for the short stay intended in Belgium and the visa application will be submitted to a Belgian consulate, the formal obligation is provided to the guarantor directly after being legalized. The legalized formal obligation and the accompanying documents must then be produced to support the visa application, within six months following that of its legalization of the signature of the guarantor, on pain of inadmissibility.

6. Lorsque le ressortissant de pays tiers pris en charge doit être muni d'un visa pour le court séjour envisagé en Belgique et qu'il demandera ce visa auprès d'un consulat d'un autre Etat Schengen, l'engagement de prise en charge, s'il a été accepté, doit être produit à l'appui de la demande dans les six mois qui suivent celui au cours duquel la signature du garant a été légalisée. S'il est produit hors délai, l'engagement de prise en charge sera réputé ne jamais avoir été accepté et ne sera pas pris en considération comme preuve des moyens de subsistance requis.

When the third-country national being cared for must be in possession of a visa for the short stay intended in Belgium and the visa application will be submitted to a consulate of another Schengen Member State, the formal obligation, if accepted, must be produced to support the visa application, within six months following that of its legalization of the signature of the guarantor. If this condition is not met, the formal obligation shall be deemed never to have been accepted and shall not be taken into account as proof of the required means of subsistence

7. Lorsque le ressortissant de pays tiers pris en charge ne doit pas être muni d'un visa pour le court séjour envisagé en Belgique, l'engagement de prise en charge, s'il a été accepté, doit être utilisé pour entrer dans l'Espace Schengen dans les six mois qui suivent celui au cours duquel la signature du garant a été légalisée. S'il est produit hors délai, l'engagement de prise en charge sera réputé ne jamais avoir été accepté et ne sera pas pris en considération comme preuve des moyens de subsistance requis.

When the third-country national being cared for does not need to be in possession of a visa for the short stay intended in Belgium, the formal obligation, if accepted, must be used to enter the Schengen area within six months from the date the formal obligation was legalized following that of its legalization of the signature of the guarantor. If this condition is not met, the formal obligation shall be deemed never to have been accepted and shall not be taken into account as proof of the required means of subsistence.

**VERBINTENIS TOT TENLASTENEMING** aangegaan overeenkomstig artikel 3bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen / **FORMAL OBLIGATION** made in accordance with article 3bis of the law of 15 December 1980 regarding the access to the territory, the stay, the residence and the removal of foreigners, hereafter called the law of 15 December 1980

**DEEL I (voor te leggen door de ten laste genomen onderdaan van het derde land bij de visumaanvraag en/of bij de controle aan de buitengrenzen) / PART I (to be submitted by the third-country national taken care of when applying for a visa and/or during checks at the external borders)**

**A. Informatie over de garant (in te vullen door de garant) / About the guarantor (to be completed by the guarantor)**

1. Naam/Name		2. Voorna(a)m(en)/First name(s)	
3. Geboortedatum /Date of birth:	4. Geboorteplaats /Place of birth:	5. Nationaliteit/Nationality:	
6. N° Identiteitsdocument of verblijfstitel / Identity document or residence permit nr			
7. Adres/Address:		8. Telefoonnummer /Telephone number	
9. Beroep/Occupation			

**B. Informatie over de ten laste genomen onderdaan van het derde land (in te vullen door de garant) / About the third-country national being cared for (to be completed by the guarantor)**

1. Naam/Name		2. Voorna(a)m(en)/First name(s)	
3. Geboortedatum /Date of birth:	4. Geboorteplaats/Place of birth:	5. Nationaliteit/Nationality	
6. Geslacht/Sex: 0 vrouwelijk/female 0 mannelijk/male		7. Paspoort nr./Passport nr.	
8. Moet worden voorzien van een visum voor een kort verblijf in België/ Must be in possession of a visa for a short stay in Belgium. <input type="checkbox"/> 0 Nee/No <input type="checkbox"/> Ja/Yes De visumaanvraag zal worden ingediend/The visa application will be lodged <ul style="list-style-type: none"> <li>• in een Belgisch consulaat/in a Belgian consulate</li> <li>• in een consulaat van een andere Schengenstaat/in a consulate of another Schengen State</li> </ul>			
9. Adres in het land van herkomst of het land waar men gewoonlijk verblijft en land / Address in the country of origin or the country of usual residence:			
10. Doel van het verblijf / Object of the stay: <input type="checkbox"/> Toerisme/Tourism <input type="checkbox"/> Zaken/Business <input type="checkbox"/> Cultuur/Culture <input type="checkbox"/> Sport/Sports <input type="checkbox"/> Officieel bezoek/Official visit <input type="checkbox"/> Opleiding/Training <input type="checkbox"/> Familiebezoek of bezoek aan vrienden/Visiting relatives or friends <input type="checkbox"/> Medische redenen /Medical Reasons <input type="checkbox"/> Andere (te vermelden) / Other (to determine)			
11. Duur van het verblijf/Duration of the stay :		dagen/days	
12. Huisvestingsadres / Address of accommodation:			
13. Verwantschapsband met de garant. /Relationship with the guarantor :			

**C. Verklaring van de garant / Guarantor declaration**

Ik verbind mij ten opzichte van de Belgische Staat, van elk bevoegd O.C.M.W. en van de hierboven vernoemde onderdaan van een derde land om diens kosten van gezondheidszorgen, verblijf en repatriëring ten laste te nemen/ I commit myself with regard to the Belgian State, to each competent social service department and to the third-country national mentioned below to account for his/her costs of healthcare, stay and repatriation costs.

Ik verklaar dat de gegevens in deze verbintenis tot tenlasteneming correct en volledig zijn. Ik verbind mij ertoe om elke wijziging van deze gegevens door te geven aan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Dienst Vreemdelingenzaken, Directie Toegang en verblijf, Antwerpsesteenweg 59 B, te 1000 Brussel( België/ I hereby declare that the data in this formal obligation are correct and complete. / I undertake to communicate any modifications to the Federal Public Service Home Affairs- Aliens Office- Directorate Access and Stay, which is located at the following address: Chaussée d'Anvers 59B, 1000 Brussels (Belgium)

Ik erken kennis te hebben genomen van de inlichtingen in deel II van deze bijlage / I acknowledge having read the information in the second part of this annex (Part II).

**D. Legalisatie van de handtekening van de garant / Legalization of the signature of the guarantor .**

Handtekening van de garant /Signature of the guarantor	Legalisatie handtekening van de garant /Legalization of the signature of guarantor :
	Te/In _____ , op/on _____
	De Burgemeester of zijn gemachtigde _____ <span style="float: right;">STEMPEL/STAMP</span>
	The mayor or his/her deputy _____

**E. De verbintenis tot ten lasteneming als bewijs van de voldoende bestaansmiddelen voor een kort verblijf in België / Formal obligation as proof of the required means of subsistence for a short stay in Belgium**

De onderdaan van een derde land kan dit document voorleggen als bewijs van zijn voldoende bestaansmiddelen voor een kort verblijf in België, op voorwaarde dat het eerste deel recto/verso is gedrukt, dat het niet is gewijzigd en dat de bevoegde overheid het heeft aanvaard (zie F). Dit document moet ook worden voorgelegd binnen een termijn van zes (6) maanden volgend op de datum van, de legalisatie van de handtekening van de garant. Na die termijn zal dit document niet meer worden beschouwd als een bewijs van voldoende bestaansmiddelen van de ten laste genomen onderdaan van een derde land.

*The third-country national being taken care of may produce this document as a proof of sufficient means of subsistence for a short stay in Belgium, provided that the first part is printed on both sides, that it was not modified and that it was accepted by the competent authority (see F). This document must be produced within six (6) months following that of its legalization. After this deadline, it will no longer be considered as a proof of sufficient means of subsistence for the third-country national taken care of.*

**F. Beslissing (in te vullen door de Minister of diens gemachtigde en de Belgische consulaten / Decision (reserved for the Minister, his/her delegate and for the Belgian consulates)**

<p><b>Krachtens artikel (invullen) van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen:</b></p> <p><input type="checkbox"/> is is de verbintenis tot tenlasteneming <b>AANVAARD</b>.</p> <p><input type="checkbox"/> is de verbintenis tot tenlasteneming <b>NIET CONFORM</b>, omdat:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Dit is niet de originele versie;</li> <li>○ ze niet volledig ingevuld, gedateerd en ondertekend werd door de garant;</li> <li>○ ze niet gelegaliseerd werd door de bevoegde gemeentelijke overheid;</li> <li>○ ze buiten de termijn overgelegd wordt ;</li> <li>○ ze niet recto verso werd afgedrukt ;</li> <li>○ ze werd gewijzigd ;</li> <li>○ de volgende documenten niet worden overgelegd : <ul style="list-style-type: none"> <li>• een bewijs waaruit de door de garant ontvangen inkomsten blijken of, indien de garant zelfstandige is, een kopie van zijn laatste uittreksel van de belastingen of, indien deze documenten ontbreken, elk ander officieel document waarmee zijn financiële situatie op geldige wijze kan worden aangetoond;</li> <li>• een kopie van de geldige identiteitskaart of een kopie van de geldige verblijftitel van de garant.</li> </ul> </li> <li>○ .....</li> </ul> <p><input type="checkbox"/> is de verbintenis tot tenlasteneming <b>GEWEIGERD</b> omdat:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ ze vals, vervalst of nagemaakt is, of omdat de documenten bedoeld in artikel 17/3, vals, vervalst of nagemaakt zijn:.....</li> <li>○ de garant niet over voldoende middelen beschikt:.....;</li> <li>○ de garant geen Belg is of niet gemachtigd of toegelaten is tot een verblijf van onbepaalde duur:.....</li> </ul> <p>Te _____, op _____ door, _____</p> <p>Naam, hoedanigheid van de overheid, handtekening en stempel</p> <p><input type="checkbox"/> De Minister  <input type="checkbox"/> De gemachtigde van de Minister  <input type="checkbox"/> Het Belgisch consulaat in _____</p> <p><b><u>Akte van kennisgeving.</u></b></p> <p>Ik, ondergetekende (identiteit en hoedanigheid van de overheid en stempel)....., heb op ..... kennis gegeven van de beslissing.»</p>	<p><b>In accordance with (note the relevant article) of the Royal Decree of 8 October 1981 regarding the access to the territory, the stay, the residence and the removal of foreigners,</b></p> <p><input type="checkbox"/> the formal obligation is <b>ACCEPTED</b>.</p> <p><input type="checkbox"/> the formal obligation <b>DOES NOT COMPLY</b> because:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ This is not the original version;</li> <li>○ it is not duly completed, dated and signed by the guarantor;</li> <li>○ it is not legalised by the competent municipal authority;</li> <li>○ it was produced out of time;</li> <li>○ it was not printed on both sides;</li> <li>○ It was modified;</li> <li>○ the following documents have not been submitted: <ul style="list-style-type: none"> <li>• the proof of statements providing evidence of the income earned by the guarantor or, if he/she is self-employed, a copy of his/her most recent tax certificate or, in the absence thereof, any other official document providing evidence of his/her financial situation;</li> <li>• a copy of the guarantor's identity card or valid residence permit.</li> </ul> </li> <li>○ .....</li> </ul> <p><input type="checkbox"/> the formal obligation is <b>REFUSED</b> because:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ it is false, falsified or forged or the documents referred to in Article 17/3 are false, falsified or forged:.....</li> <li>○ the guarantor does not have sufficient resources:.....;</li> <li>○ the guarantor is not Belgian, nor is he authorized or allowed to stay for an unlimited period of time:.....</li> </ul> <p>Done in _____, on _____, by _____</p> <p>Name, status of the authority, signature and stamp</p> <p><input type="checkbox"/> The Minister  <input type="checkbox"/> The deputy of the Minister  <input type="checkbox"/> The Belgian consulate in _____</p> <p><b><u>Act of notification.</u></b></p> <p>I, the undersigned (identity / status of the authority and seal), notified the decision on ..... »</p>
--	--

**DEELII – INLICHTINGEN (te bewaren door de garant en de ten laste genomen onderdaan van een derde land / To be kept by the guarantor and the third country national being care for)**

1. Overeenkomstig artikel 17/5 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, is de garant wiens verbintenis tot tenlasteneming werd aanvaard hoofdelijk aansprakelijk, samen met de ten laste genomen persoon, voor de betaling van de kosten van het verblijf, de gezondheidszorg en de repatriëring, gedurende een periode van twee jaar, vanaf de dag waarop deze persoon legaal het grondgebied van de lidstaten van de Schengenruimte is binnengekomen.

In voorkomend geval wordt de terugbetaling van deze kosten ingevorderd door de Staat en het bevoegd O.C.M.W., overeenkomstig de artikelen 17/7 tot 17/9 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981.

*In accordance with article 17/5 of the Royal Decree of 8 October 1981, the guarantor whose formal obligation was accepted, together with the foreigner being cared for, is severally liable for paying his/her costs for healthcare, stay and repatriation costs during a period of two years from the day the foreigner legally entered the territory of the Member States of the Schengen area.*

*As the occasion arises, the reimbursement of these costs is claimed by the State and the competent social service department, in accordance with the articles 17/7 to 17/9 of the Royal Decree of 8 October 1981.*

2. De garant kan afstand doen van zijn verbintenis tot tenlasteneming en wordt binnen de grenzen die voorzien worden door artikel 17/6 van zijn verantwoordelijkheid ontheven

*The guarantor can renounce his/her formal obligation and may be exempted from his/her liability within the limits provided for by article 17/6.*

3. Indien de verbintenis tot tenlasteneming aangegaan wordt in het kader van een visumaanvraag moeten de gegevens van de garant (naam, voornaam en adres) verzameld worden, met het oog op het onderzoek van de visumaanvraag, overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 767/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 9 juli 2008 betreffende het visuminformatiesysteem (VIS) en de uitwisseling tussen de lidstaten van gegevens op het gebied van visa voor kort verblijf (VIS-verordening).

Deze gegevens worden verzameld en gedurende een maximale periode van vijf jaar in het visuminformatiesysteem (VIS) bewaard. Tijdens deze periode zijn de gegevens toegankelijk voor de overheden die belast zijn met de visa, voor de bevoegde overheden die belast zijn met het controleren van de visa aan de buitengrenzen en in de Lidstaten, voor de overheden die bevoegd zijn voor immigratie en asiel in de Lidstaten, met het oog op de verificatie van het respect voor de voorwaarden voor de regelmatige binnenkomst en verblijf op het grondgebied van de Lidstaten, met het oog op de identificatie van de personen die niet of niet meer aan deze voorwaarden voldoen, met het oog op het onderzoek van een asielaanvraag en de vaststelling van de verantwoordelijke overheid voor dit onderzoek. Onder bepaalde voorwaarden zullen deze gegevens eveneens toegankelijk zijn voor de overheden die worden aangeduid door de Lidstaten en Europol, met het oog op de preventie en de detectie van de terroristische misdrijven en andere ernstige strafrechtelijke misdrijven, evenals met het oog op de onderzoeken inzake deze materie.

Krachtens artikel 38 van de VIS-verordening heeft de garant het recht om van om het even welke lidstaat de betekening van de hem betreffende gegevens die geregistreerd zijn in het VIS te bekomen. Dit geldt ook voor de lidstaat die de gegevens toegezonden heeft. De garant heeft ook het recht te vragen dat de hem betreffende gegevens rechtgezet worden, indien ze onjuist zijn, of verwijderd, indien ze op ongeoorloofde wijze behandeld worden. Op zijn uitdrukkelijk verzoek zal de overheid die de visumaanvraag onderzocht heeft hem informeren over de manier waarop hij zijn recht kan uitoefenen om de hem betreffende persoonsgegevens te verifiëren en ze te laten rechtzetten of schrappen, met inbegrip van de beroepsmiddelen die te dien einde voorzien worden door de nationale wetgeving van de betrokken Staat.

De Belgische overheid die verantwoordelijk is voor de behandeling van deze gegevens is de FOD Binnenlandse Zaken – Dienst Vreemdelingenzaken – Directie Toegang en Verblijf, Antwerpsesteenweg 59 B te 1000 Brussel (<https://dofi.ibz.be>)

Indien deze overheid binnen een termijn 45 dagen geen gevolg geeft aan een vraag van de garant die betrekking heeft op de mededeling, de rechtzetting of de verwijdering van hem betreffende gegevens kan de garant een beroep doen op de nationale controleoverheid – de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, Persstraat 35 te 1000 Brussel (<http://www.privacycommission.be>) -, en dit overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

*If the formal obligation is endorsed in the framework of a visa application, the data of the guarantor (name, first name and address), need to be collected, in view of the examination of the visa application, in accordance with the Regulation (EC) nr 767/2008 of the European Parliament and the Council of 9 July 2008 concerning the Visa Information System (VIS) and the exchange of data between Member States on short-stay visas (VIS Regulation).*

*These data will be collected and stored for a maximum period of five years in the Visa Information System (VIS). During this period, the data are accessible to the authorities charged with the visa, to the competent authorities charged with the control of the visa at the external borders and in the Member States, to the authorities that are competent for immigration and asylum in the Member States, in view of the control of the compliance with the conditions for the rightful entry and the rightful stay on the territory of the Member States, in view of the identification of the persons who do not, or no longer, comply with these conditions, in view of the examination of an asylum application and the determination of the authority that is responsible for this examination. Under certain conditions these data will also be accessible to the authorities that are indicated by the Member States and Europol, in view of the prevention and the detection of terrorist crimes and other serious criminal offences, also in view of the investigations on the subject.*

*In accordance with article 38 of the VIS Regulation the guarantor has the right to obtain from any Member State the notification of the data related to him/her, which are registered in the VIS, and also from the Member State which transmitted them. He/She may also request that the data which are inaccurate be corrected or that the data recorded unlawfully be erased. At his/her express request, the authority which examined the visa application will inform him/her about how to exercise his/her right to verify his/her personal data and to have them corrected or erased, including the remedies provided in this respect by the national legislation of the relevant Member State.*

*The Belgian authority responsible for the treatment of these data is the Federal Public Service Home Affairs - Directorate-general Foreigner's Office - Directorate Access and Stay, which is located at the following address: Chaussée d'Anvers 59B, 1000 Brussels, Belgium (<https://dofi.ibz.be>).*

*If this service does not comply with a request of the guarantor regarding the notification, the correction or the deletion of data relating to him/her within 45 days, the guarantor may refer the matter to the national supervisory body, namely the Commission for the Protection of Privacy, located at the rue de la Presse 35, 1000 Brussels (<http://www.privacycommission.be>), in accordance with the law of 8 December 1992 on protection of*



*privacy in relation to processing of data of a personal nature and with its implementation decrees.*

4. De beslissing waarmee de verbintenis tot tenlasteneming onontvankelijk wordt verklaard of geweigerd wordt, is overeenkomstig artikel 39/2, § 2, van de wet van 15 december 1980, vatbaar voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, dat bij verzoekschrift binnen de dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing moet worden ingediend. Een vordering tot schorsing kan ingediend worden overeenkomstig artikel 39/82 van de wet van 15 december 1980. Behoudens in het geval van uiterst dringende noodzakelijkheid moeten in één en dezelfde akte zowel de vordering tot schorsing als het beroep tot nietigverklaring worden ingesteld.

Onverminderd andere wettelijke en reglementaire modaliteiten, worden het hierboven bedoelde beroep en de hierboven bedoelde vordering ingediend door middel van een verzoekschrift, dat moet voldoen aan de in artikel 39/78 van de wet van 15 december 1980 en in artikel 32 van het Procedurereglement Raad voor Vreemdelingenbetwistingen vermelde vereisten. Zij worden ingediend bij de Raad bij een aangetekend schrijven, onder voorbehoud van de afwijkingen voorzien bij artikel 3, § 1, tweede en vierde lid, van het PR RvV, aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 39/79 van de wet van 15 december 1980, schorst het indienen van een beroep tot nietigverklaring en van een vordering tot schorsing de tenuitvoerlegging van onderhavige maatregel niet.

*The decision by means of which the formal obligation is declared inadmissible or is refused, in accordance with article 39/2, § 2, of the law of 15 December 1980, is subject to an appeal for annulment at the Council for Aliens Disputes, that needs to be introduced by means of an application, within thirty days after the notification of this decision. A claim for suspension can be introduced in accordance with article 39/82 of the law of 15 December 1980. Except in case of extreme urgent necessity both the claim for suspension and the appeal for annulment need to be introduced in a single act.*

*Without prejudice to other legal and regulatory terms, the appeal and the claim mentioned above are introduced by means of an application, that needs to meet the requirements mentioned in article 39/78 of the law of 15 December 1980 and in article 32 of the procedure regulation of the Council for Aliens Disputes. They are introduced at the Council by means of a registered letter, subject to the derogations provided for by article 3, § 1, subsections 2 and 4, of the procedure regulation of the Council for Aliens Disputes, to the First President of the Council for Aliens Disputes, Rue Gaucheret 92-94, 1030 Brussels.*

*Subject to the application of article 39/79 of the law of 15 December 1980, the introduction of an appeal for annulment and of a claim for suspension does not suspend the execution of this measure.*

5. Indien de onderdaan van een derde land die ten laste wordt genomen over een visum moet beschikken voor het beoogd kort verblijf in België en de visumaanvraag bij een Belgische diplomatieke of consulaire post zal worden ingediend wordt de verbintenis tot tenlasteneming, onmiddellijk nadat die gelegaliseerd werd, overhandigd aan de garant. De gelegaliseerde verbintenis tot tenlasteneming en de documenten die vereist zijn om deze verbintenis te staven moeten vervolgens overgelegd worden om de visumaanvraag te staven, en dit binnen een termijn van zes maanden volgend op de legalisatie van de handtekening van de garant, op straffe van onontvankelijk te worden verklaard.

*When the third-country national being cared for must be in possession of a visa for the short stay intended in Belgium and the visa application will be submitted to a Belgian consulate, the formal obligation is provided to the guarantor directly after being legalized. The legalized formal obligation and the accompanying documents must then be produced to support the visa application, within six months following that of its legalization of the signature of the guarantor, on pain of inadmissibility.*

6. Indien de onderdaan van een derde land die ten laste wordt genomen over een visum moet beschikken voor het beoogd kort verblijf in België en de visumaanvraag bij een diplomatieke of consulaire post van een andere Schengenstaat zal worden ingediend moet de verbintenis tot tenlasteneming, indien die aanvaard werd, overgelegd worden om de visumaanvraag te staven, en dit binnen een termijn van zes maanden volgend op die van de legalisatie van de handtekening van de garant. Indien aan deze verplichting niet voldaan wordt zal de verbintenis tot tenlasteneming geacht worden nooit aanvaard te zijn geweest en zal ze niet in aanmerking worden genomen als bewijs van de vereiste middelen van bestaan

*When the third-country national being cared for must be in possession of a visa for the short stay intended in Belgium and the visa application will be submitted to a consulate of another Schengen Member State, the formal obligation, if accepted, must be produced to support the visa application, within six months following that of the legalization of the signature of the guarantor. If this condition is not met, the formal obligation shall be deemed never to have been accepted and shall not be taken into account as proof of the required means of subsistence*

7. Indien de onderdaan van een derde land die ten laste wordt genomen niet over een visum moet beschikken voor het beoogd kort verblijf in België moet de verbintenis tot tenlasteneming, indien die aanvaard werd, gebruikt worden om binnen de zes maanden volgens op die van de legalisatie van de handtekening van de garant de Schengenruimte binnen te komen. Indien aan deze verplichting niet voldaan wordt zal de verbintenis tot tenlasteneming geacht worden nooit aanvaard te zijn geweest en zal ze niet in aanmerking worden genomen als bewijs van de vereiste middelen van bestaan.

*When the third-country national being cared for does not need to be in possession of a visa for the short stay intended in Belgium, the formal obligation, if accepted, must be used to enter the Schengen area within six months following that of its legalization of the signature of the guarantor. If this condition is not met, the formal obligation shall be deemed never to have been accepted and shall not be taken into account as proof of the required means of subsistence.*